

**Hon. Sir John A. Macdonald** said that in 1864 attempts had been made for a Reciprocal trade with the United States, and everything had been done to return to the old state of things. If that result had not been arrived at, it was no fault of the Government or Legislature of Canada. The Government had gone as far as it could properly, and had been charged with going too far. They had been charged with having placed Canada in a humiliating position when they sent the hon. member for Sherbrooke and the present Lieutenant Governor of Ontario to Washington, and they had been told by a very large and strong and important party in Canada that they had "kissed the foot" of a foreign Government—of the American Government—and that the Government, in acting as they had done, had descended from the position they ought to have taken. Since 1865 to the present moment the Government had pursued the same course. They had waited from year to year, and from session to session, to see if there was any desire, on the part of the American Government or Legislature to return to the old state of affairs. They found there was no prospect now of such a return, and that it had been settled that no Reciprocity Treaty should be made with Canada. Still the Canadian Government did not propose to adopt a retaliatory policy. Before these resolutions had been introduced hon. members had brought down petitions from all parts of the country, for the adoption of a national policy, (no, no). He would ask—judging from the petitions presented to this House since the beginning of the session—if there had not been a general *pronunciamento* from all parts of Canada in favour of a national policy, (hear).

**Hon. Mr. Holton**—No.

**Hon. Sir John A. Macdonald**—The hon. member for Châteauguay says no. Well, he represents Châteauguay, and not the whole country. Perhaps his constituents do not understand the merits of Reciprocity with the United States, and the merits of the Canadian policy. The hon. member for Châteauguay was obstinately opposed to anything like a national policy. The hon. gentleman thinks that Free Trade, after the fashion of Jeremy Bentham, John Stuart Mill, and John Bright is the Bible, the catechism, the creed, and the paternoster of the political belief of Canada. That hon. gentleman's belief and his (Sir John's) were altogether different. He was a most tremen-

Nouveau-Brunswick, et il serait fort surpris que le peuple ne réélise pas des députés opposés à la politique financière actuelle de la Puissance et peut-être même hostiles à la Confédération. (Bravo! Bravo!)

L'honorable sir John A. Macdonald rappelle qu'en 1864, des efforts avaient été tentés en vue d'établir une réciprocité commerciale avec les États-Unis, et que tout avait été mis en œuvre pour un retour à l'ancien état de choses. Si ce résultat ne fut pas atteint, il ne faut pas en accuser le Gouvernement ou le Parlement du Canada. Le Gouvernement est allé aussi loin qu'il a pu, et il fut accusé d'aller trop loin. On l'a même accusé de placer le Canada dans une position d'humiliation lors de la visite à Washington de l'honorable député de Sherbrooke et du lieutenant-gouverneur de l'Ontario. Un grand et puissant Parti l'a même accusé de «baiser les pieds» d'un gouvernement étranger—en l'occurrence le Gouvernement américain—et de s'être très abaissé. Depuis 1865, le Gouvernement a suivi la même voie. Il a temporisé, d'année en année, de session en session, dans l'espoir que le Gouvernement américain ou le Congrès manifeste le désir de retourner à l'ancien état de choses. Le Gouvernement en vient à la conclusion qu'aucun signe d'un tel retour en arrière n'apparaît; et à l'heure actuelle, il semble établi qu'aucun traité de réciprocité ne sera signé avec le Canada. Malgré tout, le Canada n'a proposé aucune mesure de représailles à l'endroit des États-Unis. Avant même l'introduction des présentes résolutions, les honorables députés ont fait circuler des pétitions dans tous les coins du pays en vue de l'adoption d'une politique nationale de commerce. (Non, non.) Il se demande, en présence des pétitions présentées à cette Chambre depuis le début de la session, s'il n'existe pas un véritable manifeste émanant de toutes les régions du Canada, en faveur de l'établissement d'une politique vraiment nationale dans ce domaine. (Bravo!)

L'honorable M. Holton—Non.

L'honorable sir John A. Macdonald—L'honorable député de Châteauguay prétend que non. Eh bien, il ne représente que la circonscription de Châteauguay et non l'ensemble du pays. Il est possible que ses électeurs n'apprécient pas la juste valeur de la réciprocité avec les États-Unis, ainsi que les avantages de la politique canadienne. L'honorable député de Châteauguay rejette obstinément toute forme de politique nationale. Il croit que la politique de libre-échange prônée par Jeremy Bentham, John Stuart Mill et John Bright constitue la bible, le catéchisme, le pater et le credo politique du Canada. La conviction de l'honorable député et la sienne (celle de sir John) sont tout